

La Vie Internationale

DOUBLE BILAN

L'heure est venue de dresser le bilan de 1954. Il convient de le diviser en deux chapitres bien distincts : le bilan politique des plus médiocres, le bilan économique plus brillant qu'aucun ne pouvait le prévoir au seuil de l'année et cette division vaut particulièrement pour la France.

Les erreurs politiques de l'année.

Un observateur étranger écrivait récemment, sans indulgence : « La France s'est beaucoup plainte de ses malheurs, la vérité oblige à dire qu'elle y a largement contribué ». A l'heure où nous écrivons, on ne sait pas encore si les accords de Paris seront ratifiés. En tous cas, ils ne le seront que de justesse. Ce n'est pas seulement l'alliance atlantique qui est en cause ; même momentanément brisée, elle se reconstituerait bientôt sous la pression des nécessités, ce sont les relations futures franco-allemandes et surtout l'avenir de la jeune et fragile démocratie de Bonn.

Le rejet de la C.E.D., l'opposition à l'Union Européenne Occidentale ne rappellent que trop aux Allemands les coups portés à la République de Weimar. On peint sur nos murs 1870-1914-1940. On pourrait mettre dessus 1866-1911-1922. Ceci certes ne compense pas cela. Mais les trois années fatidiques n'auraient-elles pu être évitées si l'on s'était mieux avisé au cours des trois autres ? Cela n'est pas certain pour les deux premières, mais bien probable pour la troisième.

Parlons clair. Le réarmement de l'Allemagne n'est engagé de gaieté de cœur par personne, ni par les Allemands eux-mêmes, ni par les Anglo-saxons. Mais il est impossible que la Ruhr tombe aux mains des Russes sans que l'Europe disparaisse derrière le rideau de fer et pour monter la garde, la France, aux yeux des treize pays de l'Union atlantique n'est pas un allié sûr. L'alliance franco-russe n'est pas seulement la nostalgie de politiciens attardés ou l'espoir d'un nouveau boulangisme, c'est l'attachement secret d'une diplomatie dont les traditions sont aussi tenaces que celle de toute bureaucratie et c'est pour cela que l'Allemagne, sans doute malgré elle et à la rigueur, malgré nous, sera réarmée ; ce n'est pas tant qu'on a un besoin indispensable de quelques divisions germaniques, c'est que l'on n'a pas confiance dans la France et ce ne sont pas les épisodes politiques de ces six derniers mois qui ont atténué ce sentiment ; bien au contraire, ils l'ont considérablement renforcé.

Allons plus loin : si nos partenaires avaient eu la certitude que nous mettrions toutes nos forces et toute notre résolution à faire face au péril venu de l'Est, si notre détermination avait été égale à celle de l'Allemagne occidentale ou de l'Espagne, par exemple, on aurait pu se contenter au lieu d'une armée allemande d'un corps logistique et d'une police auxiliaire militarisée composée de volontaires et cela aurait, en autres avantages, enlevé un prétexte à la reprise de la guerre froide ; mais il eut fallu pour cela que notre politique ne soit pas suspecte, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur.

Nous en sommes malheureusement

fort loin : l'affaire des fuites et les manœuvres du chef du gouvernement ont concrétisé tous les soupçons et cette impression ne sera pas aisément dissipée. C'est pourquoi le bilan de 1954 est particulièrement lourd pour notre pays : Dien Bien Phu, les « accords » de Genève, le rejet de la C.E.D., les pénibles débats sur les accords de Paris, le terrorisme en Afrique du Nord et calà parce que malgré toutes les protestations aimables ou intéressées, la France est seule en Asie comme en Afrique et dans une certaine mesure, même en Europe, alors que le monde libre devrait n'être qu'un, présent partout collectivement et solidairement. Mais de cela, répétons-le, nous ne sommes pas seuls responsables.

Le redressement économique.

Heureusement, pour nous détourner de ce tableau assez sombre, l'explosion d'activité économique de 1954 ouvre de brillantes perspectives ; on se plaindrait plutôt qu'elles ne le soient un peu trop, car l'excès d'optimisme ne va jamais sans quelques déceptions. Les économistes une fois de plus se sont trompés. Se souvient-on, il y a guère plus d'un an des sombres prédictions de Colin Clark ? Il voyait se creuser l'abîme de la crise économique aux U.S.A. et par contre-coup, l'effondrement de l'économie des pays européens : le rhume de cerveau en Amérique, c'était la pneumonie en Europe. C'est le contraire exactement qui s'est révélé exact. Tandis que les Etats-Unis subissaient effectivement une crise légère qui ne s'est tout-à-fait résorbée qu'à l'automne, l'économie européenne, dès le début du printemps prenait une allure ascendante. On l'accélérait là où elle était déjà marquée. Depuis, l'ascension va de pair partout et sauf peut-être en Angleterre, il n'y a aucun signe d'un ralentissement prochain.

Ainsi l'économie de marché, animée par la libre concurrence, a fait preuve d'une vitalité, d'une efficacité à satisfaire les besoins humains dont en s'était pris à douter. En face de la paralysie bureaucratique du capitalisme d'Etat, l'économie libre a fait merveille.

Economie de désir et économie de besoin.

Un professeur de droit, plaidant récemment dans « Le Monde », la cause d'un travaillisme français, reprochait à cette économie libre de satisfaire plutôt les désirs que les besoins ; de s'adresser uniquement à la richesse, à la solvabilité et non aux nécessités élémentaires correspondant à la dignité humaine. Cela était vrai du capitalisme classique. On ne peut le soutenir aujourd'hui.

Si l'économie de désir est effectivement satisfaite, si l'économie de besoin n'est pas complètement réalisée, à beaucoup près, elle n'est pas négligée pour cela. La prospérité et l'activité de l'une permet, par le développement des richesses qu'elle crée, de prélever sur ces richesses, une part croissante réservée aux besoins élémentaires non solvables au sens technique du mot.

On a construit, cette année, 1.200.000 logements aux U. S. A., 500.000 en Allemagne ; 300.000 en Angleterre un peu moins en Fran-

ce et cela dans des conditions non rentables au sens capitaliste de terme. En Europe surtout, ce sont précisément les pays à économie libérale qui ont dépassé ceux à économie mixte. A Moscou, des familles relativement aisées de quatre à cinq personnes ne disposent souvent que de dix mètres carrés et partagent avec d'autres la cuisine et la salle d'eau quand il y en a. Mais ceci est une parenthèse.

Y aura-t-il encore des crises ?

Le développement rapide de la production en Occident est le grand événement de 1954. Tout fait espérer qu'il en sera de même en 1955. Peut-on se flatter que les crises économiques appartiennent désormais au passé ? De crises catastrophiques comme celle de 1929-1933 sans doute. La technique a de puissants moyens de guider l'économie et la preuve de leur efficacité est faite. Cependant, on ne peut se dissimuler qu'elles ont dans une large mesure, en France surtout, un caractère artificiel. Comme les remèdes des médecins, on peut craindre que le microbe ne s'adapte et que le patient ne réagisse plus.

L'économie est du domaine du vivant, on le voit bien au caractère pratiquement imprévisible de ses manifestations. S'attendre à une prospérité continue et constamment ascendante c'est peut-être faire bon marché du caprice des choses et se fier à l'excès à la technique. Il y a dans l'économie des élans inexplicables et des replis qu'on ne peut forcer, comme dans la mode. Le désir qui la stimule et même le besoin ont des appétits et des satiétés aussi mystérieux que la psychologie des foules. La part de l'irrationnel est immense. On peut prétendre à la limiter non à l'abolir.

CRITON.